

Demandeurs d'asile déboutés : les élus de Saint-Nazaire interpellent l'État sur la protection des familles et des enfants

À Saint-Nazaire, plusieurs familles déboutées de l'asile, pourtant pleinement engagées dans la vie locale, se voient contraintes de quitter leur logement d'urgence. Les élus de la Ville alertent : si la libération de places pour de nouveaux demandeurs est nécessaire, il est impensable de laisser des familles intégrées se retrouver à la rue, au détriment notamment des enfants. Ils appellent l'État à clarifier et réformer le droit d'asile et réaffirment leur opposition à tout discours de haine.

Votre contact

Saint-Nazaire agglomération

Service presse

presse@saintnazaire.fr